



HAL
open science

Territoires ruraux et fragmentation des identités au Mexique. Vers la construction d'une société démocratique

Marguerite Bey

► **To cite this version:**

Marguerite Bey. Territoires ruraux et fragmentation des identités au Mexique. Vers la construction d'une société démocratique. CIST2011 - Fonder les sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Nov 2011, Paris, France. pp.36-40. hal-01353400

HAL Id: hal-01353400

<https://hal.science/hal-01353400>

Submitted on 11 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Territoires ruraux et fragmentation des identités au Mexique - Vers la construction d'une société démocratique

AUTEUR

Marguerite BEY, Développement et sociétés (France)

RÉSUMÉ

Le milieu rural mexicain présente un déficit historique aussi bien en matière d'intégration sociale, de citoyenneté que de développement. Le texte montre l'évolution des relations de pouvoir au sein des municipalités, des groupes sociaux discriminés et dans leurs rapports aux institutions. Des municipalités rurales, auparavant sous la domination du chef-lieu, connaissent une nouvelle conflictualité en leur sein entre dominants et dominés, non seulement d'un point de vue ethnique, mais aussi géographique et économique, et usent de nouveaux arguments pour défendre leur accès aux ressources. Des exemples puisés dans plusieurs Etats et régions du Mexique illustreront, sans les épuiser, les moyens qui s'offrent à chacun de « faire de la politique », à travers différentes formes de mobilisation dans lesquelles ce qui se joue réside davantage dans l'intégration que dans la distinction. Ces études de cas montrent que la politique n'est pas toujours là où l'on pense la trouver.

ABSTRACT

Mexican rural space presents a historical deficit both in social inclusion, citizenship and development. The text shows the evolution of power relations within municipalities, discriminated social groups and their relations with the institutions. Some rural municipalities, formerly under the domination of their capital, are experiencing a new kind of conflicts between dominants and dominated, not only on ethnic point of view, but also geographically and economically. So, they make use of new arguments in order to defend their access to resources. We take some examples in different states and regions of Mexico to illustrate, without exhausting, the means used to "make politics", through various forms of mobilization. What is at stake is more in the integration than in the distinction. Those case studies show that politics is not always where we think to find it.

MOTS CLÉS

Mexique, milieu rural, municipalités rurales, relations de pouvoir, accès aux ressources.

INTRODUCTION

L'objectif principal de cette communication est de montrer comment territoire, identité, mobilités sont des notions qui contribuent, aujourd'hui, à la compréhension des changements dans la société et la politique et en particulier avec la montée de revendications des laissés pour compte pour accéder aux ressources dans un contexte de décentralisation. Plusieurs exemples puisés dans la diversité des mobilisations sociales et des interactions entre la société rurale et les institutions illustreront le cas du Mexique. Cette approche de sociologie politique se situe à l'interface de plusieurs disciplines avec lesquelles la sociologie a coutume de dialoguer, en particulier l'anthropologie, la science politique, et la philosophie.

1. ANGLE D'APPROCHE AU SEIN DE L'AXE MIT

Dans les empires guerriers, comme dans les nations post-coloniales, les populations rurales ont subi la domination des pouvoirs centraux et ont été associées aux catégories subalternes (ethnies dominées, paysans, pauvres enfin). L'espace rural, malgré sa diversité, est encore aujourd'hui stigmatisé, objet de ségrégation. En Amérique latine, la cohabitation des Indiens et des afro-descendants avec des européens a teinté les relations sociales de racisme. A la fois assujetties et abandonnées par les pouvoirs publics, les populations rurales puisent dans un sentiment d'appartenance et dans de nouveaux instruments politiques pour faire valoir des droits, à travers une identité qui leur est spécifique.

Le territoire est une ressource mobilisée inégalement par les individus, les groupes sociaux et les institutions. Depuis les années quatre-vingt dix, le rural a gagné une place dans les politiques nationales, en particulier par le biais des programmes décentralisés de lutte contre la pauvreté et les inégalités, et s'intègre dans des négociations à différentes échelles qui comportent souvent un volet « ethnique » ou multiculturel. Parallèlement, la mobilité (sociale et spatiale) et les migrations ont favorisé une mixité ethnique et sociale qui dilue les identités. La question du rapport des territoires, et plus largement des espaces, à l'identité, peut alors devenir centrale. Dans le même esprit, les rapports territoires-identifications en milieu rural sont loin d'être figés ou univoques. C'est sur ces prémisses, énoncées dans la présentation de l'axe « Mobilités, identités, territoires », que cette communication tentera de bâtir une réflexion sur l'articulation entre ces termes, en puisant des illustrations au Mexique des différentes manières de faire la politique, dans le cadre de programmes sociaux décentralisés.

Le territoire est une construction politique (Badie, 1995). Le contrôle politique peut s'exercer sur les hommes et/ou sur la terre. Les hommes, pour leur part, peuvent résider sur des terres autres que celles auxquelles ils identifient leurs racines, ce qu'ils font souvent, d'ailleurs. Se pose alors la question de la relation entre territoire et identité. Pour cela, il faut partir de l'individu, dans toute sa complexité, ses stratégies et ses rôles sociaux, afin de comprendre la construction des sociétés nationales. Les concepts de métissage, de multiculturalisme, relèvent du discours politique et s'opposent à ceux, plus subjectifs mais non moins prégnants, d'exclusion et de ségrégation.

2. ELEMENTS DE CONTEXTE POLITIQUE AU MEXIQUE

Le cas du Mexique a une valeur heuristique pour l'Amérique latine qui repose sur plusieurs arguments : sa création coloniale sur un empire précolombien, sa constitution fondée, notamment, sur un pacte national basé sur le métissage, enfin, plus récemment, la mise en œuvre de politiques sociales largement pratiquées dans divers pays latino-américains, à travers des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté adossés à une décentralisation politique et financière.

Dans un Etat unificateur comme le Mexique, l'identité collective, recherchée à travers la promotion/déclaration du métissage au fondement de la nation, vise le lissage des différences. Mais ce discours politique n'efface pas une réalité teintée de racisme et de ségrégation sociale. La fragmentation de la société mexicaine n'est pas ressentie que par les indigènes ou les afro-descendants, elle l'est par les « laissés pour compte » en général, dans les espaces ruraux comme dans les espaces urbains, mais avec des expressions différentes. Ajoutons à cela que, parmi les nombreuses ethnies représentées au Mexique, certaines d'entre elles se trouvent depuis longtemps dans une position de domination par rapport à d'autres, descendantes des aztèques.

La tendance générale dans les politiques publiques d'inspiration libérale, avec la progressive disparition d'une « classe laborieuse », expose la société à un nouveau clivage entre riches et pauvres. Ces nouvelles catégories ne s'accordent évidemment pas avec la dimension politisée de la lutte des classes et remettent en question le pacte social. Etant entendu que la catégorie de « pauvre » n'est pas homogène, rappelons-le, elle ne peut donc réunir des revendications sous une même bannière (Simmel, 1999). L'individualisation qui en découle fait écho à la segmentation de la société et réduit considérablement les capacités de mobilisation, qui passent désormais par d'autres canaux.

Les réformes politiques des dernières décennies ont donné vie au multipartisme et démocratisé les élections. Associées à une décentralisation de la politique sociale, elles ont ouvert l'espace politique rural jusqu'aux zones les plus reculées (Bey, Dehouve, 2006). La décentralisation et son cortège de nouvelles institutions et administrations change profondément la société rurale, notamment en fournissant des emplois (assez instables cependant) à un grand nombre de personnes. L'ampleur et l'importance croissante des subventions (essentiellement monétaires) reçues par les familles pauvres contribuent à une tertiarisation du milieu rural. Les parcours individuels se diversifient et la mobilité spatiale s'intensifie. Le programme social Progreso-Oportunidades y encourage, en favorisant la scolarisation des jeunes. Créé en 1997, ce programme couvre désormais un quart de la population mexicaine. Ce sont bien plus de 25 millions de personnes qui sont directement ou indirectement concernées. Parallèlement, la migration, vers les Etats-Unis, mais aussi à l'intérieur du pays, draine des ressources importantes jusqu'aux localités marginalisées. Les pauvres ruraux ne sont plus simplement des paysans.

Cependant, les financements décentralisés, tout comme les programmes sociaux, se cantonnent à un rôle social et non pas économique : il s'agit, pour l'essentiel, de favoriser la construction d'infrastructures sociales et de procurer une assistance aux familles les plus pauvres. Les politiques sectorielles et l'aménagement du territoire ne jouant pas leur rôle de levier d'un développement économique et social, il ne reste que des politiques réduites le plus souvent au court terme, localisées plutôt que nationales, ce qui constitue un frein au développement et également à la pérennité des mouvements sociaux. Néanmoins, l'avènement du « pauvre » au statut de catégorie sociale autorise la prise de parole et réintroduit ainsi le conflit dans un jeu politique plus localisé que la dépolitisation de la lutte contre la pauvreté a cherché à nier. L'assistance sociale focalisée sur les familles les plus démunies fait apparaître de nouveaux sujets sociaux et, avec la décentralisation de budgets importants au niveau local, de nouveaux leaders sur la scène politique locale, mais aussi nationale. La politisation du milieu rural donne ainsi une nouvelle visibilité à ses populations encore nombreuses. De la sorte, les différents rôles joués par les individus s'entremêlent et se trouvent à des interfaces qui transforment les rapports de domination et de pouvoir et, par conséquent, la vie politique en général.

Nous ne discuterons pas ici de l'orientation ni de la pertinence de la politique sociale mexicaine, qui n'a pas fondamentalement changé depuis le dernier gouvernement priiste¹, malgré l'alternance politique réalisée en 2000. La politique est envisagée dans ses effets sur la construction de la société et sur le changement social (Gauchet, 2010). Territoire et identité nous parlent de politique, dans un contexte de démocratisation.

¹ La période du gouvernement d'Ernesto Zedillo (1995-2000) a marqué la fin de l'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), au pouvoir depuis la Révolution mexicaine du début du XXe siècle.

3. LES TERRITOIRES DES « PAUVRES »

Dans une perspective territoriale, le respect de la diversité, qui devrait constituer le socle d'un développement harmonieux, s'oppose cependant à une fragmentation des identités. L'action publique s'adresse aux « pauvres » et aux espaces ruraux en priorité, sans plus se soucier des clivages socio-économiques qui les traversent. Les « minorités » ethniques trouvent là un avantage à instrumentaliser les discours culturalistes qui font d'elles des catégories sociales reconnaissables, aussi bien par les apparences physiques individuelles que par les lieux de résidence qui les stigmatisent comme la catégorie la plus démunie matériellement et symboliquement. La défense d'une culture propre devient ainsi un moyen pour exprimer des demandes bien plus pragmatiques : l'accès aux ressources matérielles, l'exercice de la citoyenneté. S'il faut en passer, pour atteindre ce but, par une tenue vestimentaire typique, des danses folkloriques ou encore des pratiques sociales et religieuses teintées de chamanisme ou d'intégrisme, pourquoi pas ? L'identification à un terroir est un argument supplémentaire quand il s'agit, de plus, de défendre la terre ; la terre des ancêtres, la terre première source de subsistance. De là à revendiquer l'autonomie de territoires quand ils sont menacés, il n'y a qu'un pas, rapidement franchi avec l'aide d'intellectuels activistes, notamment. Ainsi, indigènes ou afro-descendants (quel que soit le nom qu'ils se donnent ou qu'on leur attribue), recourent à cet argument éminemment politique qu'est le territoire pour faire valoir leur citoyenneté nationale. Identité et territoire sont ainsi instrumentalisés pour parvenir à un même but : l'intégration dans la différence. Cependant, ces pratiques identitaires se superposent à un vécu et un ressenti individuel de la pauvreté, de la ségrégation, du racisme et la complexification des parcours individuels rend le rapport au « territoire » d'autant plus difficile à saisir. Nous chercherons à comprendre pourquoi, dans ce contexte, les notions de territoire et d'identité, notions naturellement associées à la nation, sont interprétées au Mexique par les acteurs comme des révélateurs d'une fragmentation de la société.

Ainsi, notre propos sera de montrer que les notions de territoire et d'identité sont, aussi bien l'une que l'autre, le résultat d'une construction politique; que, loin de segmenter l'espace et la société, elles sont les instruments privilégiés de la construction d'une société démocratique, au sein d'une nation, qui intègre les différences sans les nier et en évitant de les transformer en clivages sociaux.

4. PLAN DE LA COMMUNICATION

La communication s'ouvrira sur les caractéristiques du milieu rural mexicain, pour montrer un déficit historique aussi bien en matière d'intégration sociale, de citoyenneté que de développement. Les hiérarchies sociales et les relations de pouvoir seront nuancées à partir de divers angles d'approche : au sein des municipalités, au sein des groupes sociaux discriminés, et dans leurs rapports aux institutions étatiques et nationales. De vastes municipalités rurales, auparavant sous la domination de leur chef-lieu, connaissent une nouvelle conflictualité en leur sein entre dominants et dominés, non seulement d'un point de vue ethnique, mais aussi géographique et économique, et trouvent de nouveaux arguments pour défendre leur accès aux ressources. Les populations les plus marginalisées bénéficient de cette ouverture pour faire valoir leur statut de « pauvres » ou d'« indigènes » et prendre la parole. Des exemples puisés dans plusieurs Etats et régions du Mexique illustreront, sans les épuiser, les moyens qui s'offrent à chacun de « faire de la politique », à travers différentes formes de mobilisation dans lesquelles ce qui se joue réside davantage dans l'intégration que dans la distinction. La synthèse de ces études de cas montrera que les rapports de domination ne sont pas toujours là où l'on pense les trouver.

5. PRESENTATION DES ETUDES DE CAS

La création de nouvelles municipalités par scission dans l'Etat de Guerrero

La création de la municipalité d'Acatepec et du « municipale autonome » de Rancho Nuevo de la Democracia illustre le dénouement possible des conflits au sein des municipalités, dont l'enjeu principal est l'accès aux services et aux ressources financières. C'est une stratégie à laquelle recourent les localités trop éloignées du chef-lieu municipal pour bénéficier des retombées du développement local, alors que leur population croissante les autorise à réclamer un redécoupage administratif. Dans d'autres cas d'éloignement du chef-lieu, quand les localités sont trop petites, leur affrontement au pouvoir du centre trouve une issue dans la demande de rattachement à la municipalité voisine, dont le centre est plus proche et mieux disposé à leur égard.

Migrations temporaires de travailleurs agricoles de la montagne du Guerrero au Sinaloa : partir pour pouvoir rester

Après les récoltes d'octobre, de nombreux villages de la mixtèque du Guerrero se vident de leurs familles qui partent travailler dans les grandes exploitations des Etats du nord. Elles peuvent ainsi ramener au village les économies qui leur permettront de survivre sur la terre de leurs ancêtres, où leurs morts sont enterrés, une terre si peu productive que personne ne songe d'ailleurs à la leur enlever. La pression de différents acteurs a débouché sur la création du programme social « PRONJAG », contribuant à améliorer les conditions déplorables de cette migration temporaire.

Les changements induits par les programmes sociaux

La structuration des programmes sociaux contribue à l'émergence de nouveaux acteurs politiques. Le cas de Cuquió (Etat de Jalisco) illustre à la fois la nécessité de la prise en compte de l'ensemble du territoire municipal pour la distribution des services, mais aussi l'apparition de nouveaux leaders originaires de petites localités.

Migrants aux Etats-Unis et influences politiques

L'importance des remises des migrants dans l'Etat de Zacatecas a donné vie au programme social « 3 x 1 ». Pour un dollar donné par les associations de migrants aux Etats-Unis, un dollar est donné par l'Etat central, un par l'Etat fédéré et un autre par la municipalité. Globalement, ce programme serait considéré comme un échec, car l'entité fédérale ne joue pas son rôle, mais les municipalités, elles, ont tiré parti de cette situation en s'attribuant les bénéfices politiques de cette manne. Mais ce programme a aussi pour conséquence d'attribuer à ces Mexicains des Etats-Unis un rôle politique et une influence sur la politique de l'Etat que le programme était bien loin de rechercher.

RÉFÉRENCES

- Badie B., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris, Fayard, coll. L'espace du politique.
- Bey M. et Dehouve D. (dir.), *La transition démocratique au Mexique. Regards croisés*. Paris, L'Harmattan, 2006.
- Gauchet M., *L'avènement de la démocratie. Vol. III, 1914-1974*. Paris, Gallimard, NRF, 2010.
- Simmel G., *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*. Paris, PUF, coll. Sociologies, 1999.

AUTEUR

Marguerite Bey

UMR Développement et Sociétés, IEDES/Université Paris 1 marguerite.bey@univ-paris1.fr